

## Le processus inflationniste et son impact sur l'économie algérienne

Dr. Tebaibia salima

Université 8 Mai 1945 Guelma

Dr. Lakhal Nabila

Université Annaba

### Algérie

#### Résumé

Le gouvernement Algérien a pris des mesures pour s'adapter au repli des cours du pétrole: dépréciation du taux de change, l'utilisation de l'épargne pour maintenir les dépenses. L'adoption de moyens de financement non conventionnel, l'application des réformes structurelles visant à diversifier l'économie ;mais confrontées au ralentissement économique, à la hausse du chômage et à l'accumulation de difficultés financières, vient s'ajouter l'inflation réelle bien plus forte que celle annoncé par le gouvernement qui correspond à une conjonction de 3 critères : une hausse généralisée, durable et auto-entretenue des prix qui reste la principale menace pour l'économie algérienne.

**Mots clés :** L'inflation réelle, L'indice global des prix, Mondialisation, L'épargne et l'investissement.

#### الظاهرة التضخمية وأثرها على الإقتصاد الجزائري

ملخص:

اتخذت الحكومة الجزائرية تدابير للتكيف مع تراجع أسعار النفط تتمثل في تخفيض سعر الصرف، استخدامها لمخزائنها للحفاظ على الانفاق، معتمداها على وسائل غير تقليدية لتمويل تنفيذ إصلاحات هيكلية لتنويع الإقتصاد. ورغم كل هذه التدابير المتخذة فإنها واجهت تباطؤا اقتصاديا مع ارتفاع معدلات البطالة، مما خلف تراكم لصعوبات مالية نجم عنها تعميق ظاهرة التضخم. (فالتضخم الحقيقي أعلى بكثير من الذي أعلنته الحكومة). وهذه الظاهرة تزامنت مع ثلاث متغيرات أساسية وهي: الارتفاع العام، الدائم والمستمر للأسعار، ما شكل تهديد رئيسي للإقتصاد الجزائري.

الكلمات المفتاحية: التضخم الحقيقي، مؤشر العام للأسعار، العوالة، الادخار والاستثمار.

## 1 Introduction à l'inflation

Le processus inflationniste est un phénomène qui tire son origine de causes économique, sociales et politiques. L'étude et analyse de ses causes dépassent les limites de l'économie et exigent une collaboration de mathématiciens, de statisticiens, d'historiens etc.....

Les théories de l'inflation n'expliquent que ses causes secondaires, qui deviennent actives une fois que le processus inflationniste a commencé.

Les théories, donnent une grande importance au processus dynamique de l'inflation et à sa description. Ce qui manque, c'est une explication pour savoir, **pourquoi, quand, où et comment** un processus inflationniste est engendré ainsi que ces conséquences économique, politique et social. En outre, tout ceci devra être mis en relation avec le niveau relatif de développement d'une économie, son degré d'efficacité, le bien-être social atteint par la collectivité, le degré de permanence structurale des paramètres de l'économie, et la mesure de la stabilité politique obtenue dans le cadre d'un ordre légal et institutionnel défini.

Parmi les théories orthodoxes (pré-keynésiennes) on souligne en particulier la théorie quantitative de la monnaie et la théorie des taux de changes sur la parité des pouvoirs d'achat. Les théories néo-orthodoxes (keynésiennes) comprennent en particulier :

- a) Celles qui centrent leur analyse sur l'excès de demande en prenant en considération, des variables agrégées telles que le revenu et les dépenses totales,
- b) Celles qui introduisent les coûts comme causes de l'inflation.

### 1.1-Définition

L'inflation a d'abord été considérée comme un désordre attribué à l'augmentation de la masse monétaire en circulation<sup>1</sup>, mais aussi est une baisse durable de la valeur de la monnaie, qui se traduit par une hausse globale du niveau général des prix. Il s'agit d'un phénomène persistant qui touche l'ensemble des prix, auquel se superposent les variations sectorielles des prix. On l'évalue à partir des variations des prix à la

<sup>1</sup>- historique del'inflation new finance publié le 25/01/2014

consommation des biens et services, mesurée à qualité égale. En Algérie, **l'inflation** est évaluée au moyen de l'indice des prix à la consommation.

### **1.3 L'inflation agit sur les agents économiques**

L'inflation doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents<sup>1</sup>.

1. elle pénalise
  - les créiteurs qui n'ont pas réussi à se prémunir contre l'inflation
  - les détenteurs de monnaie
  - les exportateurs (qui auront plus de mal à vendre leurs produits plus chers) et leurs fournisseurs
  - les agents victimes de l'illusion monétaire (malinvestissement, perte de pouvoir d'achat masquée par une hausse nominale du revenu...)
2. elle favorise
  - les débiteurs
  - les créiteurs qui ont réussi à se sur-protéger contre l'inflation
  - les détenteurs d'actifs (par opposition aux détenteurs de monnaie)
  - les détenteurs de stocks (lorsque ceux-ci ont été achetés avant ou en début de hausse des prix)
  - les importateurs (qui vendront plus facilement les produits étrangers dont le prix n'a pas de raison d'augmenter autant) et leurs clients (qui dépenseront moins, en terme réel, pour le même produit)
3. elle est relativement neutre pour
  - les détenteurs de revenus indexés sur l'inflation
  - les créiteurs qui se sont correctement protégés
4. elle provoque des adaptations

<sup>1</sup> - <https://fr.wikipedia.org/wiki/Inflation> consulté le 12/05/2019

- pression accrue en faveur de l'indexation des revenus sur l'inflation
- hausse de l'endettement (puisque'il est plus avantageux d'être débiteur que créancier)
- incitation à investir (arbitrage en faveur des actifs productifs et de l'endettement, au détriment de la détention de monnaie et la situation de créancier)
- hausses préventives (des prix, des loyers, des taux de crédits, etc.)
- révision des anticipations (accréditation de l'idée qu'un nombre croissant d'agents économiques agissent ou vont agir pour se prémunir de l'inflation)

## 1.4 Causes de l'inflation

Selon le P<sup>r</sup>Raymond Barre<sup>1</sup>, s'il y a fréquemment divergence sur le diagnostic d'une situation d'inflation particulière, c'est qu'en effet plusieurs causes peuvent être pointées, séparément ou de manière combinée :

### 1.4.1 Inflation induite par excès de masse monétaire

L'inflation a d'abord été considérée comme un désordre attribué à l'augmentation de la masse monétaire en circulation. C'est le point de vue théorique avancé par l'école quantitativiste au XIX<sup>e</sup> siècle, à la suite d'Irving Fisher<sup>2</sup> et, au XX<sup>e</sup> siècle avec l'École monétariste. Dans cette situation, en l'absence de création de richesse réelle, la conséquence directe se manifeste sous la forme d'une augmentation de la demande et par suite des prix. On considère que l'inflation monétaire résulte de l'émission par les autorités monétaires (l'État en général) de monnaie en trop grande quantité :

- par rapport à la quantité de biens dans le circuit économique, comme lors de l'hyperinflation de la République de Weimar par sur-émission de mark en 1923,

<sup>1</sup> - Raymond Barre , traité d'économie TII thémis 1966 p.127

<sup>2</sup>Richard C.K. Burdekin& Kris James Mitchener& Marc D. Weidenmier, 2012. "[Irving Fisher and Price-Level Targeting in Austria: Was Silver the Answer?](#)." Journal of Money, Credit and Banking, Blackwell Publishing, vol. 44(4), pages 733-750

- ou, dans le cas d'une monnaie assise sur l'or ou l'argent, par un afflux brutal de métal précieux comme ce fut le cas en Espagne à la suite de l'afflux d'or en provenance des Amériques après leur conquête et qui conduira à la révolution des prix des XVI<sup>e</sup> siècles et XVII<sup>e</sup> siècle, partout en Europe de l'Ouest,
- du fait du crédit, si l'activité financée ne conduit pas directement (ou suffisamment) à injecter dans le circuit économique des biens nouveaux à hauteur du montant de monnaie nouvelle.

#### 1.4.2 Inflation induite par la demande

Si la demande d'un produit ou d'un service essentiel excède l'offre, et que les producteurs ne peuvent ou ne veulent augmenter immédiatement la production, alors l'excès de demande va conduire à l'augmentation des prix. Le phénomène d'excès pouvant concerné un marché spécifique ou au contraire l'ensemble de l'économie, si, par exemple la demande générale est trop stimulée par une politique budgétaire ou par une offre de crédit bancaire trop dynamique. On assiste alors à des pics d'inflation.<sup>1</sup>

#### 1.4.3 Inflation importée

On dit qu'il y a inflation importée lorsque l'on veut souligner que les hausses de coûts résultent de l'augmentation des prix des biens importés, qu'il s'agisse de matières premières, de biens semi-finis ou de produits finis.

#### 1.4.4 Inflation induite par les coûts

L'inflation est dite induite par les coûts si un élément essentiel des coûts augmente. C'est par exemple le cas quand les salaires augmentent plus vite que la productivité (le coût salarial par unité produite augmente) ou lorsque les matières premières ou l'énergie de base se renchérissent comme pendant les premiers et deuxièmes chocs pétroliers. La hausse des coûts se répercute alors dans les prix de revient, puis dans les prix de vente, d'où une hausse des prix. On parle ainsi d'effet de second tour de l'inflation.

<sup>1</sup>-Frank G. Steindl, « Friedman and Money in the 1930s' », *History of Political Economy*, n° 36, 2004, p. 521-531

### 1.4.5 Inflation induite par des éléments structurels (ou par les structures économiques et sociales)

L'inflation peut être induite par un état donné de la structure des marchés, ce qui signifie que la hausse des prix s'explique par les conditions de formation des prix sur les marchés ou dans les secteurs économiques. En particulier, d'après Raymond Barre, les prix résultant de situations de concurrence imparfaites dans l'industrie ou les prix fixés par les pouvoirs publics dans le secteur agricole. En effet, certains prix peuvent être qualifiés de « prix administrés » car ils sont davantage fixés non pas par les ajustements du libre marché mais par les décisions des firmes (les dirigeants entendent préserver un niveau de marge et/ou d'auto-financement)<sup>1</sup> ou des considérations politiques.

## 1.5 L'analyse classique de l'inflation

### 1.5.1 L'analyse de la Synthèse néo-keynésienne

Les néo-keynésiens lient croissance, chômage, politique monétaire et inflation.

- la loi d'Okun est une loi empirique bien vérifiée qui lie croissance et chômage, avec le chômage qui baisse ou monte selon que la croissance est au-dessus ou en dessous d'un taux de croissance pivot (interprété comme celui qui absorbe l'augmentation de main d'œuvre et celle de la productivité).
- la courbe de Phillips est une relation empirique établie en 1958 qui lie inflation et chômage ; les keynésiens y voyaient un arbitrage possible entre les deux. Malheureusement des contre-exemples sont apparus (stagflation qui combine chômage et inflation, et inversement période de plein emploi sans inflation).
- le modèle IS/LM lie revenu, épargne et investissement, qui déterminent la croissance, au marché monétaire qui détermine l'inflation.<sup>2</sup>

Grâce à cet enchaînement, le modèle keynésien explique les variations de l'emploi durant les années 60 et permet de mener des

<sup>1</sup>-RemondBarre op. cit,p.244

<sup>2</sup>Milton friedman inflation and unemployment journal of political Economievol 85 n°3 juin 1977 P.451-472

politiques monétaires inflationnistes qui ont fait diminuer le chômage. On parle d'un arbitrage entre inflation et chômage.

Ce modèle montrera ses limites avec les chocs pétroliers, l'application des préconisations keynésiennes ne faisant qu'augmenter encore plus le chômage. Cela permettra l'ascension des monétaristes.

D'autres modèles néo-keynésiens, plus radicaux dans la remise en cause de l'équilibre général, vont tenter d'expliquer l'inflation ; un des modèles les plus modernes étant l'équilibre général avec rationnement mené par Robert Clower et Axel Leijonhufvud.

### 1.5.2 L'analyse post-keynésienne

Les post-keynésiens sont des économistes qui se situent dans la pure tradition keynésienne. Ils remettent en cause la Théorie Quantitative de la Monnaie car ils voient l'inflation comme indépendante de la création monétaire. Selon eux l'inflation provient d'une tension sur le partage des revenus. Plusieurs raisons sont données :

- Lors d'une hausse des coûts de production (matières premières, salaires, prix), notamment lors des chocs d'offre pétroliers.
- Lorsque les entreprises augmentent leurs prix pour conserver leurs marges. Cette inflation peut résulter notamment d'une trop forte concurrence internationale.<sup>1</sup>
- L'inflation s'avive quand la croissance s'accélère et que le chômage baisse, l'ajustement ne se fait plus par les quantités mais par les prix sur le marché du travail. En effet, les salariés sont en mesure de mieux négocier leurs salaires, cela est net lorsque l'on est en plein-emploi.

### 1.5.3 L'analyse monétariste

Le courant monétariste a été initié par l'économiste américain Milton Friedman, « prix Nobel » d'économie 1976. Analysant lui aussi la grande dépression, Friedman estime qu'elle est due à une expansion déraisonnable du crédit, qui a provoqué une bulle spéculative dont l'éclatement marque le début de la crise, suivie d'un dégonflement tout aussi déraisonnable de la masse monétaire (réduite d'un tiers entre 1929 et 1933), qui a étranglé

<sup>1</sup><https://fr.wikipedia.org/wiki/Inflation>. Consulté juin 2019

l'économie. Or la première partie du cycle est exactement le genre de politique que préconise Keynes. La conclusion de Friedman est donc que la manipulation de la masse monétaire est effectivement active sur l'économie, mais seulement à court terme et dans un sens négatif, soit en stimulant artificiellement le système économique en cas d'excès, soit en l'étranglant en cas de défaut. À moyen terme, sur un cycle complet, pour le monétariste la monnaie retrouve sa neutralité, liée aux caractéristiques économique du pays (le niveau normal de préférence pour la liquidité par exemple).<sup>1</sup>

Dans ce cadre il considère que l'arbitrage entre inflation et chômage que la courbe de Phillips présente est un leurre : une réduction de chômage obtenue par hausse de l'inflation va rapidement conduire à une nouvelle hausse du chômage avec un niveau d'inflation plus élevé, poussant le pays vers la stagflation ou l'hyperinflation.

Les monétaristes en déduisent qu'il ne faut pas jouer avec la monnaie, que la politique monétaire ne doit pas subir l'influence de la politique, et donc qu'elle ne doit pas être confiée au gouvernement mais plutôt à des banques centrales indépendantes, et que ces dernières doivent appliquer des règles stables, claires et publiques visant une quasi stabilité du niveau des prix. La Banque centrale européenne en est un bon exemple actuel.

#### 1.5.4 La nouvelle école classique

Robert Lucas développera le principe d'anticipation rationnelle, c'est une critique des anticipations adaptatives de Friedman. L'anticipation rationnelle stipule que les agents vont agir en moyenne de façon à anticiper au mieux l'inflation. On peut donc considérer que les salaires vont être indexés sur l'inflation.<sup>2</sup>

C'est une hypothèse très forte qui a pour conséquence le rejet de toute intervention de l'État dans sa lutte contre le chômage, et prouverait que la courbe de Phillips serait totalement erronée.

<sup>1</sup>-Geoffrey Maynard et Willy van Ryckeghem, *A World of Inflation*, Londres, Batsford, 1976.

<sup>2</sup>-Lucas R. E. Jr. (1972), « Expectations and the Neutrality of Money », [Journal of Economic Theory](#), vol. 4, pp. 103-24.

### 1.6 **Mondialisation et inflation**

Le renforcement de la mondialisation a des implications diverses pour l'inflation. D'une part, outre une augmentation générale de la part de la demande intérieure satisfaite par des importations, l'intégration commerciale croissante avec les pays à bas coûts de production exerce un effet modérateur sur les prix des importations dans les pays de destination. D'autre part, l'intégration de pays en expansion rapide, comme la Chine et l'Inde, dans l'économie mondiale est probablement l'un des facteurs de la hausse des prix des produits de base, contrebalançant du même coup les pressions désinflationnistes de la mondialisation.

La mondialisation influe également sur l'inflation par un autre biais :<sup>1</sup> la concurrence s'accroît parallèlement à l'intégration de l'économie mondiale, les barrières à l'entrée des producteurs étrangers étant abaissées, ce qui réduit les marges des producteurs locaux et se répercute sur le niveau intérieur des salaires et des coûts (Kohn, 2006 ; Fonds monétaire international, 2006). Les travailleurs ayant des marges de négociation plus limitées en termes d'augmentations de salaires lorsque les entreprises peuvent délocaliser leurs activités ou recourir à des immigrants, l'effet d'une accélération de la croissance sur les coûts de main-d'œuvre diminue (Bean, 2006). En conséquence, il se pourrait que les mesures des capacités de production mondiales soient devenues plus importantes pour cerner l'inflation dans une économie donnée par rapport à des périodes antérieures. De fait, lorsqu'on examine des estimations de courbes de Phillips classiques, mettant en relation inflation et mesures des capacités intérieures de production, on constate que ces courbes se sont sensiblement aplaties pour l'ensemble des pays considérés, autrement dit que la corrélation entre l'écart de production intérieur et l'inflation s'est affaiblie. Selon la BRI (2006), cette corrélation a davantage faibli dans les pays de l'OCDE.

<sup>1</sup> - <https://group.bnpparibas> > Economie

## **II L'Etat Algérienne face à l'inflation**

### **1 Introduction**

Depuis 2014, la faiblesse des cours pétroliers touche durement une économie qui dépend excessivement des hydrocarbures. Le modèle de croissance Algérien, fondé sur la redistribution des recettes pétrolière et gazières par un vaste secteur public.

Les autorités algériennes ont pris des mesures pour s'adapter au repli des cours du pétrole. Jusqu'en 2016, elles se sont principalement appuyées sur la dépréciation du taux de change, en utilisant leur épargne pour maintenir les dépenses mais confrontées au ralentissement économique, à la hausse du chômage et à l'accumulation de difficultés financières, elles ont adopté une loi de finance expansionniste pour 2018 afin de résorber leurs arriérés et desoutenir l'investissement public. Réticentes à recourir à l'emprunt extérieur ou a laissé laisser le taux de changes déprécier plus rapidement, elles ont décidé de répondre à leurs besoins de financement par la politique monétaire et de durcir l'importation.

Le Dinars algérien s'est considérablement déprécié en termes nominaux, mais moins en terme réels. Depuis mi-2014, le Dinar s'est déprécié de 31% face au dollar,<sup>1</sup> ce qui a contribué à atténuer les conséquences de la baisse des cours pétrolier. L'Algérie connaissant une inflation supérieure à celle de ses partenaires commerciaux. En 2017 les taux de change nominal et réel se sont dépréciés (respectivement de 10% et 8%) en raison principalement des fluctuations du dollar par rapport à la monnaie des principaux partenaires commerciaux du pays.

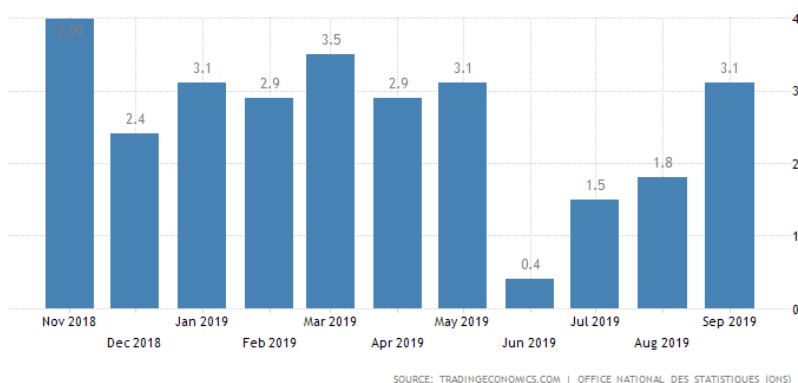
Certes, la poussée inflationniste redoutée n'a pas (encore) eu lieu et même la croissance devrait connaître un net rebond cette année à 3%, contre 1,6% en 2017, mais des jours plus sombres attendent l'économie algérienne. Pas dans très longtemps, prévoient les analystes du FMI. A partir de 2020, le matelas des réserves de change ne sera plus aussi sécurisant qu'il l'était. En 2023, il permettra à peine de garantir trois mois d'importations.

Représentant déjà 23% du PIB, le financement non conventionnel aura aussi atteint ses limites à partir de 2020 avec des taux d'inflation

---

<sup>1</sup>-Rapport F.M.I. sur l'Algérie publié 16 juillet 2019

record. Le FMI est formel : les politiques actuelles affaiblissent la résilience de l'économie au lieu de la renforcer



Source office national des statistiques O.N.S (période novembre 2018-septembre 2019)

### 1.1 Les principales sources d'inflation

En Algérie, les principaux facteurs à l'origine de l'inflation sont les suivants :

-Inflation d'origine monétaire: Création monétaire contre garantie de la Banque centrale (le financement monétaire entraine l'économie dans une spirale inflationniste) la Banque d'Algérie révélait les montants astronomiques prêtés au Trésor (5723,1 milliards de dinars à fin mars 2018), conséquence directe du recours à la planche à billets.<sup>1</sup>

-Inflation par les coûts de salaires: Cercle vicieux de hausse des prix des matières premières, revendications sociales et ajustement des salaires à la hausse non indexé à la productivité.

-Inflation d'origine importée: la forte baisse du dinar entraine la hausse des prix des matières premières donc du produit final et des produits importés,

-Inflation financière : dans le secteur privé, les entreprises répercutent l'augmentation du taux de change via les marchés parallèles de devise sur les prix.

### 1.2 L'indice global des prix à la consommation en Algérie

L'année 2019 a été marquée par une stabilité du dinar aussi bien sur le marché officiel que sur le marché parallèle. La loi de Finances n'a pas

<sup>1</sup> -<https://fr.tradingeconomics.com/algeria/inflation-cpi>

contenu de hausses d'impôts pour les ménages. Après plusieurs années d'augmentation, les prix des carburants ont également marqué une pause. Par ailleurs, les importations se maintiennent à un niveau élevé, éloignant les pénuries qui sont l'une des principales causes de l'inflation.

L'ONS calcule l'inflation sur la base :

-de l'évolution des prix de 250 produits sélectionnés après une enquête menée une fois tous les dix ans auprès des ménages.<sup>1</sup>

-La méthode est similaire à celle appliquée dans la majorité des pays à travers le monde. Mais en Algérie, plusieurs éléments peuvent fausser les calculs. Selon l'ONS, 43% des dépenses des Algériens sont liés à l'alimentation, sur ces 43%, 26% représentent les

Produits agricoles frais.

En juillet dernier, la baisse est induite, particulièrement, par une décroissance de 4,92 % des prix des produits agricoles frais, a précisé l'ONS. En effet, cette variation mensuelle des prix des produits agricoles frais s'explique, essentiellement, par une baisse des prix des fruits et légumes dont la chute est de 34,1%, et de 3,8% respectivement, par rapport au mois de juin.

-L'autre élément qui explique le faible taux d'inflation concerne l'importance des produits subventionnés dans les calculs de l'ONS. Ils représentent 26% du total. Or, les prix de ces produits n'évoluent pas.

-L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel de l'Algérie a été de 2,5% jusqu'à août 2019, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice brut des prix à la consommation durant le mois d'août 2019 par rapport à juillet de la même année, elle est de +1,1%, selon les données de l'ONS.

-En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une hausse de 2% en août dernier par rapport au mois précédent,

cette variation haussière est induite, essentiellement, par une hausse de près de 4% des prix des produits agricoles frais, qui s'explique, notamment, par une augmentation des prix des fruits (+27,6%), les

<sup>1</sup>-<http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html> consulté le 01/10/ 2019

légumes (+5,8%), la viande de poulet (+6,3%) et les œufs (+6,15%). Par ailleurs, l'Office relève que le prix de la pomme de terre a reculé de -10,2% en aout dernier et par rapport à juillet.

Le reste des groupes de biens et services s'est caractérisé, soit par des variations modérées, soit par des stagnations.

Pour rappel, le taux d'inflation de l'Algérie avait atteint 4,3% en 2018 d'après O.N.S, mais le F.M.I le revoie en hausse : L'inflation (moyenne, en %) (6,4) en 2016, (5,6) en 2017 (7,4) en 2018 et (7,6) en 2019.<sup>1</sup>

Remarque : les produits subventionnés représentent 26% du total des produits destiné à la consommation et leurs prix n'évoluent pas, d'où le faible taux d'inflation annoncé par l'O.N.S.

### Taux d'inflation

\*+1,90% (Janvier-Août) 2019

| VARIATION MOYENNE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A FIN AOÛT 2019 |       |                     |                     |                     |                     |                     |                     |
|--------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Base 2001=100                                                            |       |                     |                     |                     |                     |                     |                     |
|                                                                          | Unité | Fin<br>Déc.<br>2014 | Fin<br>Déc.<br>2015 | Fin<br>Déc.<br>2016 | Fin<br>Déc.<br>2017 | Fin<br>Déc.<br>2018 | Fin<br>Août<br>2019 |
| Alimentation,boissons non alcoolisées                                    | %     | 3,90                | 4,70                | 3,39                | 5,01                | 3,38                | -0,38               |
| Habillement -chaussures                                                  |       | 7,14                | 8,68                | 13,74               | 8,88                | 5,50                | 6,72                |
| Logement-charges                                                         |       | 1,30                | 1,28                | 6,35                | 2,33                | 0,89                | 1,39                |
| Meubles et articles d'ameublement                                        |       | 3,60                | 4,41                | 5,28                | 4,21                | 5,38                | 5,06                |
| Santé hygiène corporelle                                                 |       | 4,40                | 6,14                | 6,64                | 5,67                | 4,06                | 3,19                |
| Transports et communication                                              |       | -1,05               | 3,68                | 11,74               | 4,72                | 5,52                | 1,00                |
| Education-culture-loisirs                                                |       | 8,93                | 4,86                | -1,43               | 2,93                | 4,63                | 12,43               |
| Divers (NDA)                                                             |       | 0,57                | 6,78                | 10,80               | 11,13               | 7,33                | 5,11                |
| <b>Taux d'inflation moyen</b>                                            |       | <b>2,92</b>         | <b>4,78</b>         | <b>6,40</b>         | <b>5,59</b>         | <b>4,27</b>         | <b>1,90</b>         |
| Source: ONS                                                              |       |                     |                     |                     |                     |                     |                     |

- Solde global du Trésor
- Balance commerciale
- Taux d'inflation
- Taux de Change

16-<http://www.mf.gov.dz/article/48/Zoom-sur-les-Chiffres-/154/Taux-d%27inflation.html>

<sup>1</sup>Rapport F.M.I juillet 2016 p.22

### **1.3 L'inflation en Algérie correspond à une conjonction de 3 critères : une hausse généralisée, durable et auto-entretenu des prix.**

On parle d'inflation dès lors que l'on observe une hausse généralisée, durable et auto-entretenu des prix. La dimension généralisée de la hausse des prix est particulièrement importante pour mieux comprendre pourquoi l'élévation de l'inflation à partir de 2014 est au-delà de la barre des 4% pour la première fois depuis 2006, signait véritablement son retour.<sup>1</sup>

En effet, il ne suffit pas que le prix d'un produit en particulier, en l'occurrence les prix des produits agricole frais, augmente de manière sensible et pousse à la hausse l'indice global des prix à la consommation pour pouvoir parler d'inflation. Dans un tel cas, on parle de déformation des prix relatifs et non d'inflation. Pour mieux appréhender la tendance de fond de l'inflation, indépendamment des fluctuations des prix des produits les plus volatils (énergie mais aussi alimentation), il faut regarder l'évolution des prix dits sous-jacents.

#### **1.3.1 Un taux d'inflation élevé est généralement associé à un ralentissement de la croissance**

Parce qu'une inflation forte aujourd'hui est la conséquence d'une croissance forte hier, mais la cause possible d'une croissance contemporaine et future plus faible. La hausse de l'inflation est un des signaux avant-coureurs d'une fin de cycle : elle est le signal attendu d'une machine économique en surchauffe, l'étape d'après étant le retournement et la récession.

#### **1.3.2 Les conséquences sur l'épargne et l'investissement**

Une inflation plus élevée finit par peser sur la croissance parce qu'elle tend à réduire le pouvoir d'achat des ménages et donc leur consommation.<sup>2</sup> Dans le cas (de l'Algérie) l'inflation pousse à la hausse l'épargne des ménages. Une inflation plus élevée peut toutefois aussi se traduire par une épargne plus basse en cas de comportement de « fuite vers la monnaie », c'est-à-dire si les ménages effectuent leurs achats dès

<sup>1</sup>-Raymond Barre, Frédéric Teulon, Economie politique, PUF, P.276

<sup>2</sup>-Gustave Bessière, contre l'inflation et ces risques Dunod paris 1933 P.198

aujourd'hui pour ne pas les payer plus chers demain. Ce comportement peut s'observer dans des situations d'inflation galopante, en général dans les pays en voie de développement.

L'inflation produit des effets sur le pouvoir d'achat des ménages. Si les prix augmentent plus vite que les salaires, cela entraîne une baisse de la quantité de biens et services qu'un ménage peut acheter.

L'inflation pénalise surtout l'épargne en entraînant une perte de valeur des sommes épargnées et en diminuant le taux de rendement

Du côté des entreprises, un environnement plus inflationniste, dans un contexte **de demande plus** forte, peut leur être un temps favorable.<sup>1</sup>C'est le cas lorsque cet environnement plus favorable relâche la contrainte concurrentielle et permet aux entreprises des hausses plus importantes de leur prix de vente sans trop risquer de perdre des parts de marché. Mais en augmentant les coûts de production (par le biais des hausses de salaires et des consommations intermédiaires), l'inflation finit par peser sur les marges des entreprises et donc sur leurs dépenses (investissements et embauches).

L'inflation peut pénaliser la compétitivité d'une économie et le commerce extérieur (les produits importés peuvent devenir moins chers que les produits domestiques).

Dans le cas de figure le plus fréquent, l'inflation pousse à la hausse l'épargne des ménages.

### **1.3.3 Une inflation plus élevée s'accompagne également de taux d'intérêt plus élevés**

La hausse des taux d'intérêt réels qui s'ensuit tend aussi à freiner la croissance via le durcissement des conditions de financement et d'accès au crédit qui pèse sur les dépenses de consommation et d'investissement. L'effet sur l'épargne est ambigu<sup>2</sup> : elle peut se trouver stimulée par les taux d'intérêt plus élevés (qui rapportent plus) ou pas (l'épargne augmente ou est maintenue par le seul effet de son plus grand rendement). L'effet macroéconomique qui domine est celui d'une **hausse de l'épargne en cas d'inflation et de taux plus élevés**.

<sup>1</sup>-idem,299

<sup>2</sup>-<https://group.bnpparibas> > Economie consulté le 23 aout 2019

La Banque d'Algérie freine la remontée des taux d'intérêts est pourtant c'est l'un de ses objectifs:<sup>1</sup> on peut imaginer qu'elle souhaiterait pouvoir les remonter le plus tôt possible, mais elle ne le fera que lorsqu'elle sera convaincue que l'inflation se dirige bien vers sa cible, à savoir une inflation proche mais inférieure à 4%. Cela suppose que la BA soit convaincu du caractère généralisé, durable et auto-entretenu de l'inflation, ce qui n'était pas le cas à l'été 2018 alors même que l'inflation dépassait 7% (source F.M.I)<sup>1</sup> et ce qui n'est pas plus le cas aujourd'hui sur fond de reflux de l'inflation totale et du risque de la baisse sur la croissance.

La situation actuelle a toutefois ceci de particulier que nous verrions d'un œil un peu critique au moins temporairement, une inflation plus élevée parce qu'elle serait d'abord le signe positif d'un dynamisme retrouvé de l'activité suffisamment important pour se transmettre au prix, et plus globalement le signe attendu d'un fonctionnement plus normal de l'économie, avant d'être une source d'inquiétudes quant à ses conséquences négatives sur l'activité.

#### **1.4 Les différentes politiques permettant de lutter contre l'inflation en Algérie**

Pour lutter contre l'inflation, les pouvoirs publics peuvent en effet agir par le contrôle tant du budget et de la monnaie que par celui des prix et des revenus.

Prenant en compte la conjoncture économique actuelle d'Algérie, les options possibles pour agir contre l'inflation sont les suivantes :

##### **L'assainissement des finances publiques devrait être ambitieux et poursuivre les**

**objectifs suivants** : mobiliser davantage de recettes hors hydrocarbures en élargissant

l'assiette fiscale (en limitant les exonérations et en renforçant le recouvrement de

abaisser progressivement les dépenses courantes en pourcentage du PIB, et réduire les

coûts de l'investissement tout en améliorant l'efficacité.

<sup>1</sup>-F.M.I, op. cit, p. 21

**Agir sur les taux d'intérêts :** une hausse de l'inflation signifie davantage d'argent en circulation sur les marchés. Or, un des moyens de lutter contre l'inflation est de jouer sur les taux d'intérêts. En les augmentant, il devient plus cher d'emprunter : les gens préfèrent alors épargner plutôt qu'investir et la masse monétaire en circulation se réduit ainsi que l'inflation.

**Une nouvelle dépréciation du taux de change :** les autorités devraient maintenir l'assainissement progressif des finances publiques, en s'appuyant sur une nouvelle dépréciation du taux de change.

**Adopter des réforme structurelles :** réformé le régime de retraite, moderniser le secteur financier et les instruments de la politique monétaire

**Renforcer les obstacles à l'importation :** afin d'enrayer la diminution des réserves de change et de promouvoir la substitution de produits nationaux aux importations.

**Améliorer la productivité et encourager la production** dans les secteurs où il y a hausse des prix. L'écart entre la demande désirée et celle observée pour plusieurs produits, gonflé par des raisons spéculatives, rend peu opérationnelle les mesures de lutte contre l'inflation par la B.A

**Constituer des stocks de régulation :** pour certains produits comme la pomme de terre, le lait et les viandes rouges pour éviter spéculation et dérapage lors des périodes de pointe de consommation.

**Revoir la politique salariale:** L'inflation qui ronge le pouvoir d'achat ne pourrait-elle pas être compensée par une hausse des salaires ? Mais une hausse des salaires peut aussi enclencher une spirale, Il faut trouver un équilibre.

**Mieux cibler les subventions :** relatives à la consommation des produits de base destinés aux ménages à revenus modestes et non à l'industrie de transformation des produits alimentaires (revoir la politique de subvention).

**Développer le réseau de points de vente permanent du producteur au consommateur.**

**Intensifier le contrôle :** de nos frontières pour lutter contre la contrebande, l'exportation clandestine et les importations sauvages afin de réduire l'économie parallèle. l'inflation en Algérie a des raisons

structurelles liées à l'existence d'une économie parallèle importante qui alimente la demande même en présence de contraintes monétaires par l'institut d'émission.

Au final, il ressort que l'utilisation de la politique monétaire dans un objectif de stabilisation des prix peut présenter des coûts et ne fait donc pas l'unanimité chez les économistes, Les politiques anti-inflationnistes sont d'ordres structurels, économiques et conjoncturels.

## **Conclusion**

La lutte contre l'inflation reste une priorité de La Banque d'Algérie, un contexte de crise économique qui engendre une croissance faible et un chômage persistant, la politique monétaire menée par la B.A. est critiquée par certains qui pensent qu'elle privilégie **l'inflation** au détriment de la croissance et donc l'emploi.

Alors une question se pose. Quelle est la part de vérité dans les affirmations du gouvernement algérien et quelles sont les erreurs qu'il devrait éviter pour ne pas provoquer une spirale hyper-inflationniste conformément aux mises en garde du FMI, qui sont d'ailleurs partagées par des experts et des partis d'opposition algériens?

La moitié des sommes issues de la planche à billets n'ont pas été dépensés, selon les données de la Banque d'Algérie et les réserves de change devraient permettre d'assurer un niveau acceptable d'importations jusqu'en 2021, ce qui va permettre d'éviter les grosses pénuries.

Aujourd'hui, la question est de savoir jusqu'à quand cette situation pourrait encore durer ? Pour l'heure, l'impact de la crise économique ne s'est pas encore fait ressentir mais les premiers signes commencent à faire leur apparition.

Un avertissement qu'il serait hasardeux d'ignorer comme cela fut le cas avec les précédents. Les conséquences d'une fuite en avant, risquent cette fois d'être dramatiques car le gouvernement n'aura plus dans peu de temps autant de cartes sous la manche qu'il n'en avait il y a quelques années : les cours du pétrole sont volatiles, les réserves de change fondent comme neige au soleil et la planche à billet qui a atteint ses limites

Compte tenu de la persistance manifeste avec laquelle la mondialisation, le renforcement de la concurrence et la croissance de la productivité ont maintenu l'inflation effective en delà des prévisions, il faut consacrer

davantage de ressources à l'analyse de ces mécanismes qui sous-tendent l'évolution de l'inflation, ce qui permettra d'améliorer la base de prévision.

La réaction des autorités monétaires doit dépendre du fait de savoir si les agents économiques qui déterminent les prix perçoivent ces effets comme permanents, et modifient en conséquence leurs anticipations inflationnistes

Une banque centrale pratiquant le ciblage de l'inflation peut toujours stabiliser l'inflation intérieure à un niveau donné à moyen ou long terme, autrement dit, une réorientation plus marquée de la politique monétaire sera nécessaire pour produire un effet donné sur l'inflation.'

## **Bibliographies**

- 1- historique de l'inflation new finance publié le 25/01/2014
- 2- <https://fr.wikipedia.org/wiki/Inflation> consulté le 12/05/2019
- 3- Raymond Barre , traité d'économie TII thémis 1966 p.127
- 4- Richard C.K. Burdekin& Kris James Mitchener& Marc D. Weidenmier, 2012. "[Irving Fisher and Price-Level Targeting in Austria: Was Silver the Answer?](#)," Journal of Money, Credit and Banking, Blackwell Publishing, vol. 44(4), pages 733-750
- 5- Frank G. Steindl, « Friedman and Money in the 1930s' », *History of Political Economy*, no 36, 2004, p. 521-531
- 6- RemondBarre op. cit,p.244
- 7- Milton friedman inflation and unemployment journal of political Economievol 85 n°3 juin 1977 P.451-472
- 7-<https://fr.wikipedia.org/wiki/Inflation>. Consultéjuin 2019
- 8- Geoffrey Maynard et Willy van Ryckeghem, *A World of Inflation*, Londres, Batsford, 1976.
- 9- Lucas R. E. Jr. (1972), « Expectations and the Neutrality of Money », [Journal of Economic Theory](#), vol. 4, pp. 103-24.
- 10- <https://group.bnpparibas> › Economie
- 11-Rapport F.M.I sue l'Algérie publier 16 juillet 2019
- 12 -<https://fr.tradingeconomics.com/algeria/inflation-cpi>
- 13 - <http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html> consulté le octobre 2019
- 14- Rapport F.M.I juillet 2016 p.22
- 15-<http://www.mf.gov.dz/article/48/Zoom-sur-les-Chiffres-/154/Taux-d%27inflation.html>
- 16- Raymond Barre, Frédéric Teulon, Economie politique, PUF, P.276
- 17- Gustave Bessière, contre l'inflation et ces risques Dunod paris 1933 P.198
- 18- idem,299.
- 19- <https://group.bnpparibas> › Economie consulté le 23 aout 2019
- 20- F.M.I, op. cit, p. 21

